

Éleveurs des Pyrénées et des Alpes, conscients et solidaires

21 mai 2013

L'ADDIP participe au groupe « grands prédateurs » de la FNO. Elle ne pourra être présente mais apporte son soutien à la manifestation à Paris du 23 mai demandant l'application immédiate des décisions du plan loup et exigeant une efficacité et des résultats dans la régulation.

Le récent voyage de son porte parole dans les Alpes Maritimes lui a permis de constater directement l'intensité du drame dans ce département, le plus touché par les attaques de loups, la détresse des éleveurs, leur colère, et l'inadmissible mépris de tous ceux qui leur font porter la faute en les accusant d'être de « mauvais éleveurs ».

Ensauvagement ou pastoralisme

La situation est la même dans les Pyrénées avec l'ours. Dans les deux cas, il s'agit bien d'une volonté d'ensauvagement des massifs où l'homme et ses activités, millénaires pour le pastoralisme, deviennent des parasites nuisibles à ce milieu alors que sans troupeaux il ne serait pas ce qu'il est. Quel paradoxe de la part de gens prétendant préserver sa biodiversité !

Cette volonté était clairement exprimée dans une étude commandée par l'Europe dont la seconde partie s'intitulait : « *Réforme de la politique de l'élevage en un sens favorable à la conservation des grands carnivores* » ⁽¹⁾. Il était bien précisé : « *des réserves naturelles de faune sauvage limitées ne sont pas suffisantes pour les grands carnivores. Le contrôle de la totalité du paysage est indispensable à la conservation des espèces à territoire étendu.* » Et à cet effet des secteurs de priorité majeure étaient envisagés « *où doivent être établies de fortes restrictions à l'élevage, en accord avec les réalités locales, afin que l'élevage ne perturbe pas les carnivores.* » Le monde à l'envers : c'est l'agneau qui menace le loup !

Ce rapport faisait peser des menaces sur les aides versées aux éleveurs en envisageant de les conditionner à l'acceptation des grands carnivores. Il allait même jusqu'à imaginer un niveau de paiement « *offrant à l'éleveur la possibilité d'interrompre ses activités afin de permettre à l'environnement de retourner à "l'état sauvage"* ». On ne peut mieux dire que tel est bien le but.

Et pour que l'on ne doute pas de cette volonté d'ensauvagement, il était bien précisé que les activités touristiques elles aussi « *peuvent conduire à des effets négatifs sur les populations de grands carnivores* » et « *compromettre les conditions optimales pour la survie de ces espèces.* »

Menaces sur l'ensemble des activités

Le problème va donc bien au delà de la seule prédation. Pour aussi inacceptable qu'elle soit et il faut la combattre, elle n'est pas la cause du problème mais l'effet, le symptôme. La maladie demande, elle, une action de fond sur les virus qu'elle cherche à répandre : transformation du milieu pour l'ensauvager, désappropriation des gens sur leurs propres terroirs, leurs choix de vie, leurs techniques de travail, menaces sur toutes les activités.

La thérapie demande de rendre tout le monde, pas seulement les éleveurs, conscients et solidaires face à ce rouleau compresseur mortel, parce que tous sont atteints ou le seront : éleveurs, forestiers, randonneurs, sports de nature etc.

Pour les éleveurs ovins, l'idiotie absolue d'un tel programme est d'autant plus évidente que les statistiques officielles soulignent que la France est en Europe « *le premier importateur en viande ovine, nettement déficitaire.* » Elle possède pourtant l'une des plus importantes surfaces pastorales d'Europe ! Alors que le redressement des finances publiques, nationale comme européenne, est partout affiché, c'est le pastoralisme qui est à l'ordre du jour, et pas d'engouffrer des millions dans une politique d'ensauvagement qui le rend impossible.

(¹) *Livestock subsidy systems in Europe and reform proposals to benefit large carnivore conservation*, September 1977, LCIE (Large Carnivore Initiative for Europe)